



**Présentation de la Fédération des communautés francophones et
acadienne (FCFA) du Canada**

L'impact de la crise de la COVID-19 sur les communautés francophones et acadiennes

**Au Comité permanent des langues officielles de la
Chambre des communes**

Jeudi 28 janvier 2021

SEULE LA VERSION PRONONCÉE FAIT FOI

Monsieur le président, membres du comité,

Je vous remercie d'avoir invité la FCFA à comparaître aujourd'hui. Nous en avons beaucoup à dire sur le sujet que vous étudiez. L'impact de la crise de la COVID-19 sur les communautés francophones et acadiennes est majeur. Il ébranle les fondements mêmes de notre francophonie. Il se fera sentir pendant des années.

J'aborderai deux facettes de cet impact dans le temps qui m'est imparti.

Tout d'abord, parlons de l'impact sur le réseau associatif de la francophonie. À l'automne, la FCFA a réalisé un sondage auquel ont participé 247 organismes et institutions francophones partout au pays. En suivi à ce sondage, nous avons réalisé 25 entrevues avec des répondants.

Je vous livre en rafale quelques données préliminaires qui ressortent de cette étude.

- Seulement 57 % des organismes répondants ont pu maintenir leurs services à la population ;
- 78 % ont perdu une partie ou la totalité de leurs bénévoles ;
- 60 % ont subi des pertes de revenus. Un sur trois de ces organismes a perdu entre 11 et 30 % de ses revenus ;
- Ce sont les organismes locaux, qui offrent des services directs permettant d'animer la francophonie, qui ont accusé les plus grandes pertes ;
- 18 % ont dû mettre à pied du personnel.

Qu'en est-il, maintenant, de l'accès de ces organismes à l'aide gouvernementale? La nouvelle encourageante, c'est que des 53 % qui ont soumis une demande, 91 % ont reçu un appui.

Mais ce ne sont pas tous les organismes qui ont reçu l'aide qui correspondait à leurs besoins. En particulier, les petits organismes qui ont peu d'employés ou de dépenses opérationnelles ont dû annuler leurs activités et projets, sans pouvoir recevoir une aide.

Qu'en est-il des perspectives de relance? Dix pour cent des organismes répondants ont affirmé que leur avenir était incertain ou qu'ils faisaient face à une fermeture imminente. Cette proportion est particulièrement élevée au Nouveau-Brunswick, en Alberta et en Colombie-Britannique, ainsi que chez les organismes jeunesse, les médias et les groupes ethnoculturels.

Enfin, quels sont les besoins spécifiques de ces organismes? Je vous en nomme trois. D'abord, le maintien de l'aide pour passer au travers et compenser les pertes de revenus. Ensuite, un appui à une transformation, puisque les choses ne seront plus comme avant. On parle ici, notamment, de gestion du changement, d'installation de nouveaux équipements et de formation du personnel et des bénévoles. Enfin, une flexibilité des

baillleurs de fonds pour la réallocation des sommes, ainsi qu'une approche adaptée en matière de reddition de comptes.

Ça, c'est l'impact mesurable. Mais il y a une conséquence de cette crise dont on ne fait que commencer à deviner les contours. C'est la perte de vitalité du français et de la francophonie à la grandeur du pays.

Nos jeunes ont passé des mois sans aller à l'école au printemps 2020. Et au moment où l'on se parle, plusieurs font à nouveau l'école à distance. Les activités parascolaires sont presque toutes annulées. Les festivals et les rassemblements où jeunes et moins jeunes pouvaient vivre ensemble des expériences en français n'ont pas lieu.

Pensons aux Jeux de la francophonie canadienne, ou aux multiples autres activités organisées au sein du réseau jeunesse. Ces activités jouent un rôle fondamental dans la construction identitaire des jeunes francophones et la formation du leadership de la francophonie. Je ne saurais suffisamment insister sur les conséquences potentiellement désastreuses de la perte d'occasions, pour nos jeunes, de se rassembler en français.

Les centres culturels et communautaires qui sont fermés à cause de la pandémie, ça veut dire des communautés qui n'ont plus d'espace pour se rassembler en français. Et comme je vous l'ai dit plus haut, ces centres, et les organismes qui animent la vie en français dans nos communautés, ont perdu leurs bénévoles et leur clientèle. Ça leur prendra un temps fou pour réparer cette perte de relation, cette perte de vitalité.

Le phénomène n'a pas encore été étudié, mais déjà, on entend des témoignages de parents inquiets parce que depuis six mois, leurs enfants utilisent plus souvent l'anglais à la maison ou dans leurs interactions en ligne avec leurs amis. La FCFA est à faire des démarches avec des organismes partenaires pour tenter de mieux cerner ce problème, qu'on devine majeur.

Monsieur le président, membres du comité, la francophonie est ébranlée. Comme d'autres composantes de la société canadienne, nous prendrons des années à nous remettre des impacts de la pandémie.

Je termine donc en vous livrant quelques recommandations, qui émanent des constats que nous venons de vous présenter.

D'abord, il est essentiel de maintenir l'accès aux fonds d'urgence jusqu'à la fin de la pandémie. Ces fonds ont permis aux groupes de nos communautés de maintenir des activités et du personnel, de pallier les levées de fonds que ces organismes n'ont pas pu faire. Tant que la pandémie se poursuit, les conditions qui rendent nécessaires ces fonds d'urgence demeurent les mêmes.

Dans un deuxième temps, il est important que les institutions fédérales qui appuient les organismes de nos communautés adaptent les critères de leurs programmes et les attentes par rapport aux livrables. Les circonstances font en sorte que nos organismes et institutions n'ont pas la capacité de remplir les mêmes exigences qu'avant la pandémie. Ou, en tout cas, certainement pas de la même manière.

Enfin, les fonds d'urgence, quoiqu'incontournables, ne permettent que de garder les lumières allumées. Pour rétablir l'essentiel, il faut plus. Les pertes financières de nos organismes entraînent avec elles des dommages alarmants : l'effondrement du bassin de bénévoles qui forme le moteur de l'épanouissement de nos communautés et la rupture de liens directs avec la communauté qui avaient été cultivés avec patience et détermination.

Il y aura un rattrapage significatif à faire au niveau de la vitalité du français et de la francophonie au niveau local. C'est pourquoi le gouvernement devrait déployer un fonds d'aide à la relance de la francophonie. Ce fonds consisterait en une aide fournie de manière flexible, pour répondre à des besoins précis. Nous en avons nommé quelques-uns plus haut : l'adaptation des services et des activités, la formation des bénévoles et du personnel, l'achat d'équipement pour la prestation de services sous une différente forme.

Je vous remercie et je suis prêt à répondre à vos questions.